

PRESCRIPTIONS URBANISTIQUES

Les clauses énoncées dans les présentes prescriptions s'appliquent uniformément aux diverses zones du plan ; elles complètent le règlement de Police sur la bâtisse tout en annulant les dispositions d'ordonnances antérieures qui leur seraient contraires.

Tous les aménagements, constructions, transformations et plantations prévus sur le territoire délimité par le présent plan, ne pourront être exécutés que moyennant autorisation préalable du Collège Echevinal de l'Urbanisme.

L'Administration Communale se réserve le droit de proscrire les oppositions inesthétiques entre la nature et la tonalité des matériaux mis en œuvre.

Les dépôts de voitures et de matériaux hétéroclites, les pavillons provisoires, la publicité et les versages publics sont interdits. Seuls – à titre provisoire – les hangars d'emménagement de foin sont admis.

Sur proposition du Collège Echevinal, chaque fois qu'il le jugera utile, des dérogations concernant l'implantation et la hauteur des constructions reprises dans les prescriptions ci-dessous, peuvent être accordées par le Ministre des Travaux Publics ou par son délégué.

Les autorisations de bâtir ne seront accordées qu'en bordure des voiries existantes ou aménagées.

ARTICLE I : ZONE DE CONSTRUCTIONS RESIDENTIELLES EN ORDRE OUVERT.

Zone affectée aux constructions isolées jumelées ou groupées dont les plans sont présentés et approuvés en même temps et construites simultanément.

Y sont autorisés le commerce local et les petits artisanats ne nuisant pas au caractère de tranquillité et de salubrité.

Toutes les constructions isolées ou d'about seront implantées à 3 m minimum de la ligne séparative de deux propriétés. Un minimum de 6 m est exigé entre deux bâtisses voisines.

La hauteur des constructions résidentielles est de 7,00 m maximum, mesure prise depuis le niveau moyen du sol – côté voirie – jusqu'au-dessus de la corniche ou de la terrasse supérieure ; dans le cas de toiture, le faite éventuel ne dépassera pas 5 m en hauteur, mesure prise depuis le niveau supérieur de la corniche.

L'homogénéité de caractère et de coloris est respectée pour toutes les façades des bâtisses résidentielles. Le ton dominant sera celui des matériaux pierreux, du béton, ou bien de la brique non brillante. En cas de toitures, le ton de celles-ci est le gris-bleu ou le noir de l'ardoise. Les souches de cheminée et parties dépassant les toitures ont la teinte des façades ou des toitures.

PPA N° 7 bis : Plateau de la Citadelle (25 mars 1964) : Modification partielle du PPA 7

Les pièces habitables sont éclairées et ventilées directement à l'air libre. Dans le cas de ventilation de W-C et salle de bains par aéra, ceux-ci auront à la base un appel d'air extérieur, s'il n'est pas fait emploi de système de ventilation agréé par l'Administration.

La hauteur minimum sous plafonds des pièces habitables est de 2,70 m au rez-de-chaussée et 2,60 m à l'étage.

La publicité commerciale de l'activité professionnelle est subordonnée à une autorisation délivrée par l'Administration Communale. Elle est admise sur les façades à rue et sur une hauteur de 4 m maximum, depuis le niveau moyen du sol. Les saillies de 80 cm maximum sur la façade sont autorisées. La publicité ne dépassera pas les deux tiers de la largeur de la façade et le douzième de sa surface.

ARTICLE II : ZONE DE REcul SUR L'ALIGNEMENT

Dans cette zone, sont seules autorisées les saillies relatives à la publicité prévues à l'article I.

Les plantations à hautes tiges sont autorisées dans les zones ayant 10 m minimum de profondeur.

Dans les jardinets de la zone de recul, les clôtures à rue et mitoyennes ont une hauteur de 1,30 m maximum ; elles sont en haies vives, grilles, grillages ou boiseries. Un muret en matériaux pierreux naturels de 60 cm de hauteur maximum est admis.

ARTICLE III : ZONE DE COURS, JARDINS, PRAIRIES, VERGERS, CULTURES.

Sont admises dans cette zone, avec autorisation :

Les réserves d'outils, remises, garages, gloriottes, pigeonniers, ...

Cette énumération est exemplative et non limitative.

Les constructions ci-dessus mentionnées, établies séparément des bâtisses résidentielles, ont 3 m maximum de hauteur, mesure prise depuis le niveau moyen du sol à l'endroit de l'implantation jusqu'au-dessus de la corniche ou de la terrasse supérieure ; le faite de la toiture éventuelle est à 2 m maximum au-dessus du niveau de la corniche. Les groupements d'annexes implantées à cheval sur ces limites séparatives, sont admis à condition d'être construits simultanément.

Il y aura homogénéité de caractère et de coloris pour toutes les faces des constructions utilitaires ou d'agrément.

Les clôtures entre propriétés seront en haies vives ; les fils de fer, tendeurs avec piquets en fer ou béton.

Toute publicité est interdite.

ARTICLE IV : ZONE DE ROCHERS ET DE BOIS

*Zone dans laquelle rochers et bois sont à maintenir dans leur état actuel.
La construction et la publicité commerciale sont interdites.*

ARTICLE V : ZONE PRIVEE AFFECTEE A UN USAGE PUBLIC

*Zone de l'ancienne citadelle, à protéger.
Aucune construction nouvelle n'est admise sans autorisation préalable.*

ARTICLE VI : ZONE DE TELESIEGE

Zone affectée aux installations indispensables à l'exploitation normale d'accès au plateau, aux établissements de divertissement et de délassement.

Les changements dans le gabarit en hauteur des installations et toutes autres constructions ou transformations doivent être l'objet d'une demande d'Autorisation.

ARTICLE VII : ZONE DE BATIMENTS AGRICOLES

Zone affectée aux habitations de fermiers et du personnel, et aux dépendances nécessaires à l'exploitation agricole normale.

Les bâtiments contenus dans cette zone seront couverts d'une toiture à versants.

Pour la tonalité et l'hygiène, se référer à l'article I.

Toute publicité est interdite.

ARTICLE VIII : ZONE DE CIMETIERE

*Zone aménagée et plantée à l'usage de cimetière militaire.
Les règlements d'ordre intérieur sont établis par l'Administration Communale.*

ARTICLE IX : ZONE DE RESERVE

Zone d'aménagement d'un quartier résidentiel réservé à la construction d'habitations avec voiries.

Les plans d'ensemble et de détail seront approuvés, au préalable, par l'Administration Communale et le Ministre des Travaux Publics.